

## Un Musée en proie à la culture de la méfiance

*Figés dans la posture de l'individu David face à l'Etat Goliath, les opposants au Musée cantonal des beaux-arts à Bellerive mènent la guérilla, méfiance et blogs au poing*

Yvette Jaggi (23 novembre 2008)

Leur résistance a quelque chose d'artisanal, de passéiste, de très personnel aussi. Il faut voir Pierre Santschi, 68 ans, ingénieur-physicien EPFL à la retraite, ancien député et conseiller communal lausannois des Verts depuis moult législatures, faire campagne à la manière d'un certain Daniel Brélaz dans les années septante, alors qu'il était simple militant de la protection de l'environnement: en homme-sandwich, arpentant le marché de Lausanne une affiche sur le dos, sans domicile politique fixe. Car les Verts ont pris position en faveur du projet de Musée cantonal des beaux-arts (MCBA) à Bellerive, comme tous les partis représentés au Grand Conseil, à l'exception de l'UDC. Quant à la formation composite d'A Gauche Toute (AGT), elle est en l'occurrence trop partagée pour émettre une recommandation de vote aux citoyens qui doivent se prononcer formellement sur un modeste crédit d'étude de 390'000 francs, recélant en réalité un vaste enjeu culturel, hélas masqué par un médiocre débat sur l'architecture et le site du futur Musée.

L'avis concordant des partis, tout comme l'unanimité du Conseil d'Etat ainsi que de la Municipalité de Lausanne, a le don d'énerver non seulement Pierre Santschi et son habituel quarteron d'amis référendaires toujours prêts à combattre les projets urbanistiques de la ville, mais aussi les esprits que tout semblant de consensus réveille, du professeur Pierre Frey au chroniqueur Christophe Gallaz, en passant par l'historien de l'art Michel Thévoz. Ce dernier, ancien

professeur à l'Université et directeur de la Collection municipale de l'Art brut, s'offre d'un coup le double délice de s'opposer doctement à ses deux anciens employeurs, tout en confirmant sa détestation de l'art contemporain et sa mésestime pour les autorités.

En réalité, tous ces personnages et leurs proches, dont la plupart oscillent entre aigreur et ricanement, partagent une profonde méfiance à l'égard des institutions, des corps constitués et des élus, même quand ils ont personnellement siégé ou siègent encore dans une assemblée communale ou parlementaire. A l'instar des populistes de tous temps et tous lieux, ils entretiennent un rapport perturbé aux pouvoirs délégués et un attachement inconditionnel à la démocratie la plus directe. «*Gouverner en discutant*», tel serait l'idéal de Pierre Santschi, co-animateur du Groupe thématique des Verts vaudois consacré à «*Politique et spiritualité*». Où se discute, qui sait, les moyens de transcender l'inéluctable effet de corruption exercé par le pouvoir sur ceux qui le détiennent.

Résolument conservateurs, de droite ou de gauche, les opposants au transfert du Musée cantonal au bord du lac, qui s'accrochent pour la plupart à son maintien dans l'inadéquat Palais de Rumine ou à ses impossibles abords, font preuve d'une certaine cohérence dans leur défiance viscérale. Ils résistent non seulement au changement projeté mais aussi aux moyens actuels de faire connaître leur position. Ainsi, les sites anti-Bellerive et pro-Grand Rumine n'ont pratiquement pas bougé

depuis juillet dernier, alors que les sites de la campagne pour le oui et du Manifeste citoyen en faveur du MCBA à Bellerive sont très régulièrement mis à jour. Quant au groupe tardivement créé par les opposants sur Facebook, il compte à peine une vingtaine d'inscrits – face aux quelque 2'500 amis du Musée à Bellerive.

Reste le blog, arme favorite des activistes individualistes. Deux auteurs se distinguent du côté des opposants, tous deux hébergés par *24 Heures*, comme *Domaine Public* d'ailleurs. A droite, on trouve Jacques-André Haury, député de la mouvance Ecologie libérale, dont les espoirs d'accéder au Conseil d'Etat vaudois ou au Conseil national se sont évanouis l'an dernier. Au nom d'«*une vision libérale du monde*», M. Haury cogne avec une relative distinction sur tout ce qui bouge, forcément dans le faux sens, et tout ce qui proclame, forcément à tort. A chaque fois, il déclenche les réactions bruyamment approbatrices de trois «*pseudos*» spécialisés dans la surenchère manifeste et l'insulte aux «*élites politiques*» et autres «*technocrates de la culture*». A gauche, on trouve Alain Hubler, conseiller communal et président du groupe AGT, fort de douze élus populistes et membres de Solidarités. Blogueur zélé, à qui l'actualité ne cesse d'inspirer des commentaires ravageurs, M. Hubler ne fait pas dans la finesse, particulièrement quand il joue avec les volumétries et autres caricatures, plus parlantes que le discours sur le prétendu risque de privatisation du patrimoine artistique vaudois. A noter qu'il s'attire le même

genre d'approbations intempestives que M. Haury. Décidément, sur le projet de MCBA, les extrêmes se rejoignent, dans une hostilité virulente et implacable.

Générateur d'attaques particulièrement véhémentes, le style passionnel de la campagne de défiance qui aura largement travesti le débat culturel à propos du Musée des beaux-arts devrait avoir au moins le mérite d'attirer l'attention sur une dérive de l'expression «*démocratique*» contemporaine. Dans l'ordre de la malveillance ciblée et de l'insinuation perverse, on connaissait la lettre anonyme, relativement peu utilisée en politique suisse, sauf à l'intention ou au sujet des femmes élues dans les exécutifs. Or voici que les blogs offrent aux auteurs de messages grossièrement mensongers ou quasiment diffamatoires la possibilité de s'exprimer en toute impunité, sous le couvert d'un pseudonyme.

Pour parer les excès les plus criants, les journaux obligent leurs correspondants à s'identifier le plus souvent en clair, au moins pour l'ouverture de leur compte d'utilisateur. Au reste, la variété est de mise. Cela va des sobres mais suffisantes directives émises par la *Neue Zürcher Zeitung* pour cadrer les commentaires de ses lecteurs aux très disertes Considérations générales d'utilisation des blogs de 24 Heures ou de la *Tribune de Genève*.

Certes, les usages abusifs faits de la libre circulation sur Internet ne doivent pas conduire à restreindre l'accessibilité ni la convivialité

du réseau des réseaux. Pas plus que les fausses informations fournies par Wikipedia ne doivent mettre en cause le mode de rédaction de cette encyclopédie spontanée. Mais

il importe de prendre toutes mesures utiles et adéquates pour éviter au moins la diffusion de données fausses concernant les personnes, à défaut de pouvoir prévenir la

désinformation par Internet. Belles et nécessaires perspectives pour la juridicisation de notre société.